

PROMESSES DE BOUTEFLIKA

La presse étrangère évoque «la panique du régime»

Les décisions prises lors du dernier Conseil des ministres n'ont pas laissé indifférente la presse étrangère. A l'unanimité, commentateurs et éditorialistes s'accordent à dire que la promesse de lever l'état d'urgence est un signe de panique de l'Etat induit par les contestations en Tunisie et en Égypte.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le commentateur du *Figaro* estime en effet que «cette concession, inhabituelle chez les dirigeants algériens, révèle l'ampleur de la panique qui agite le sérail.

Selon des sources dignes de foi, cette «ouverture» contrainte et forcée serait le résultat de «conseils amicaux» de l'administration américaine. Si Barack Obama apprécie, dit-on, la coopération avec les Algériens dans la lutte contre le terrorisme, il est excédé par les atteintes récurrentes aux libertés et par la corruption qui a gangrené les hautes sphères du régime».

«Pour cette normalisation autoritaire, les effectifs policiers ont doublé et leurs salaires ont augmenté de 50% en décembre dernier. Même l'assassinat, en février 2010, d'Ali Tounsi, le directeur de la Sûreté nationale, serait le résultat des luttes féroces pour le contrôle de la police. Depuis la chute de Ben

Ali, c'est le cauchemar.» Sur le site de la radio Europe 1, le commentateur estimait que la réaction du président algérien s'apparentait à un «mea culpa». Il écrivait hier «levée de l'état d'urgence et lutte contre la corruption, construction de logements, ou encore stabilisation des prix : les promesses faites aux Algériens par leur président sont grandes. Jeudi, Abdelaziz Bouteflika a lâché du lest, soucieux de ne pas laisser les mouvements démocratiques tunisien et égyptien s'installer en Algérie» et de se demander «reste à savoir si ces promesses seront tenues, et si elles suffiront à éviter une contagion de la tempête démocratique qui secoue actuellement le monde arabe, en Algérie».

Pour *France Soir*, le pouvoir algérien fait dans l'anticipation en n'attendant pas l'embrasement du pays. «Conscient de la fragilité de la situation, au regard des événements en Tunisie et en Égypte, le



Le président Abdelaziz Bouteflika.

président algérien a également promis plus d'ouverture en faveur de l'opposition. La radio et la télévision publiques sont ainsi priées d'ouvrir davantage leurs antennes à l'ensemble des partis et de couvrir leurs activités.»

Même lecture faite par le commentateur de *L'Express* qui écrivait hier que «ces annonces interviennent alors que des soulèvements populaires ont eu raison du régime de Zine Ben Ali en Tunisie voisine ou menacent le pouvoir d'Hosni Mubarak en Égypte».

Idem pour *Le Point* qui constate que les changements promis interviennent «en pleine tempête contestataire dans le monde

arabe». Le journaliste écrivait dans l'édition d'hier que «le président Bouteflika a enfin répondu à un flot de revendications qui ont provoqué ces dernières années de nombreux mouvements spontanés de citoyens en colère, que ce soit contre le manque de logements ou la mauvaise qualité des habitations qui leur étaient livrées, le chômage ou la hausse des prix.

Il a demandé l'accélération de la construction de logements et donné l'ordre aux banques, dont 90% sont publiques, de faciliter les prêts immobiliers mais aussi des mesures pour consolider les prix des produits de première nécessité».

N. I.

TIZI-OUZOU Manifestation improvisée du RCD

Convoqués pour une réunion organique à leur siège situé au centre-ville, des cadres et militants du RCD ont improvisé une manifestation, dans la matinée d'hier, sous le regard surpris des citoyens et des policiers, pris de court par ce mouvement spontané.

En fait, selon un cadre de ce parti, c'est après avoir reçu une information selon laquelle Saïd Bouteflika était en réunion à la maison de la culture Mouloud-Mameri, à moins de deux cents mètres de là, que les militants du RCD ont convenu sur-le-champ de l'organisation de la manifestation. En plus des habituels slogans hostiles au pouvoir, les marcheurs appelaient les citoyens à prendre part au rendez-vous de samedi prochain dans la capitale, improvisant à l'occasion un nouveau mot d'ordre : «Le 12 à Alger, tout le monde est concerné.»

Après une demi-heure de manifestation à travers les principales artères de la ville, les militants du RCD ont regagné dans le calme leurs locaux pour entamer ce pourquoi ils se sont d'abord réunis hier.

A. M.

Que ceux qui décident assument

Par Abdelaziz Rahabi*

Le président de la République, après un mutisme politique et diplomatique de près de deux ans, et réagissant à l'évidence pour se prémunir des dommages collatéraux des ondes de choc des révoltes en Tunisie et en Égypte, vient de proposer aux Algériens un programme qui prolonge l'état d'urgence sous d'autres formes. Celui de 1992, essentiellement sécuritaire à l'origine sans fondement légal et dont très peu d'Algériens mesurent la réelle utilité, a surtout servi d'alibi —tout comme ce semblant de vie politique et le courage de quelques titres de la presse — pour bloquer toute velléité de réforme et de liberté chez les Algériens. L'histoire nous enseigne pourtant que seule la mobilisation sociale contre le terrorisme est de nature à ramener la paix et à en garantir la pérennité. Chez nous, le président, sans même se repentir d'avoir déserté en temps de crise, prétend avoir ramené la stabilité faisant abstraction des sacrifices du peuple et de ses services de sécurité. En donnant le sentiment aux Algériens qu'on leur a confisqué encore une fois leur victoire, il a immanquablement provoqué la démobilisation de la société. C'est pourquoi nous sommes revenus à la situation du début des années 1990, une sorte de tête-à-tête entre les services de sécurité et les terroristes. La question de l'état d'urgence devient alors superfétatoire, technique et sa subite élévation au rang de priorité vitale pour les Algériens répond à des calculs politiques sans effet ni sur la lutte antiterroriste, ni sur le quotidien des Algériens.

Le communiqué du Conseil des ministres, mode archaïque de communication avec les Algériens, confirme le sentiment d'une rupture de la chaîne de commandement en démentant les précédentes déclarations de quelques membres du gouvernement sur la nature de la crise et sur les bilans sectoriels tripotés continuellement à la commande et au gré des crises. Il légalise l'informel dans l'économie pour soutenir son pendant dans la politique, ce qui aggrave le haut grade de déliquescence d'un Etat bien plus cohérent dans les pires moments des crises des années 90 car porté par des patriotes et des institutions, certes transitoires, mais crédibles de l'aveu même des institutions internationales et de la communauté des nations.

En second lieu, il a la forme d'une reconnaissance de l'échec en matière de garantie des libertés publiques et privées qui sont la base de tout système politique moderne. Après avoir fermé l'Algérie aux hommes et aux idées et étouffé l'émergence de nouvelles élites politiques, le président de la République autorise une récréation dont le rythme et l'envergure ne sont pas déterminés ni par lui ni par les besoins du peuple algérien mais par l'état de l'évolution de la crise égyptienne. Faut-il espérer alors que la démocratie s'installe en Égypte et que ce pays emploie légitimement son impressionnant potentiel intellectuel et sa massive production audiovisuelle pour diffuser les promesses de son nouveau projet de société dans une Algérie hermétique mais ouverte à toutes les influences extérieures. En confiant, selon le cas, par incompétence ou égoïsme le destin de son peuple aux soubresauts de l'histoire des révoltes populaires, le pouvoir politique trahit le serment souverainiste de Novembre dont beaucoup se prévalent à satiété.

Notre pays a été le premier à se doter en 1996 d'une Constitution dans laquelle Zeroual avait personnellement milité pour la limitation à deux mandats présidentiels de cinq ans. Il visait à prémunir l'Algérie des nouveaux messies que l'histoire recrute souvent dans les situations postcoloniales, à bannir la présidence à vie qui représente le foyer le plus propice au pouvoir personnel, à l'autoritarisme, à la corruption et enfin à favoriser une pacifique alternance.

Le président actuel a choisi en novembre 2008 de dupliquer notre loi fondamentale sur ses modèles tunisien et égyptien. Alors qu'il en assume seul ou avec ceux qui l'ont inspiré ou appuyé toutes les conséquences. Le peuple, à force de ruptures violentes et de révoltes confisquées, a atteint un niveau de conscience historique sur la convergence des valeurs de liberté et de dignité et marque ainsi son avance sur des décideurs politiques psychorigides, animés de tentations totalitaires d'un autre âge.

A. R.

* Ancien ministre de la Communication et de la Culture.

MARCHE DU 12 FÉVRIER

Meeting de sensibilisation à Haïzer

Pour sensibiliser la population sur l'importance et la portée de la marche du 12 février prochain, un meeting a été organisé hier à 10 h, par le RCD à Haïzer, commune et chef-lieu de daïra, située à 10 Km à l'est de Bouira, sur la RN33. Ce meeting, animé par Meziane Chabane, élu RCD à l'APW de Bouira, a drainé une foule nombreuse qui s'est rassemblée sur la place publique. L'orateur a essayé, tout au long de son intervention, d'expliquer les enjeux de l'heure, mais aussi, la portée de cette marche, initiée, leur dira-t-il, par la Coordination nationale pour le changement et la démocratie qui regroupe plusieurs associations et partis politiques dont le RCD. Aussi, et tout en leur rappelant la nécessité de se mobiliser pour exiger ensemble le changement tant attendu, pour faire partir ce régime «corrupteur et corrompu», pour «arrêter la prédation qui s'abat sur les richesses du pays, pour arracher l'Algérie des mains de ces rapaces qui ont pris en otage l'école algérienne, qui ont bâillonné l'expression libre et démocratique, pour dire non à ce régime négateur des libertés», l'orateur a invité les citoyens à être nombreux, ce 12 février à Alger, pour exiger la levée immédiate de l'Etat d'urgence et un changement réel. Enfin, Meziane Chabane rappellera aux centaines de présents l'itinéraire que devra prendre cette marche qui s'ébranlera de la place du 1^{er}-Mai et s'achèvera devant le siège de l'APN.

Enfin, il y a lieu de signaler qu'aucun incident n'a été enregistré durant ce meeting.

Y. Y.